

Questions orales

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je signale de nouveau au député que cette initiative a été prise non pas par le gouvernement américain, mais par l'industrie du bois d'oeuvre, conformément aux lois en vigueur. D'autre part, le député et son parti devraient se ranger à nos côtés afin que nous conjuguions nos efforts pour parvenir à une entente entre nos deux pays de façon à ce que ce genre de chose ne se reproduise plus.

LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE QUÉBEC

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Au Sommet de Québec, le président des États-Unis et le premier ministre ont conclu un accord dans lequel ils s'engageaient à mettre fin au protectionnisme dans l'échange de biens et de services entre nos deux pays. Pourquoi, depuis la conclusion de cet accord, les Américains ont-ils pris des mesures commerciales à l'égard du poisson, du bois d'oeuvre, des bardeaux et maintenant même des fleurs coupées? Quand demanderons-nous au président américain de respecter sa part du marché, ou allons-nous lui demander de renégocier l'accord de Québec pour obtenir de meilleures conditions?

● (1420)

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer au député que presque toutes ces mesures n'ont pas été prises par le gouvernement américain mais par des sociétés ou des citoyens américains, en vertu de leur législation, et comme nos éleveurs le font aussi, en vertu de nos lois, à l'égard du boeuf de la Communauté européenne, ainsi que les producteurs de maïs de l'Ontario, à l'égard du maïs en provenance des États-Unis. M. Reisman a déjà abordé cette question avec son homologue américain et j'espère qu'on s'abstiendra, si possible, de prendre, de telles mesures à l'avenir.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, dans quel trou sombre le ministre s'est-il caché? C'est le président des États-Unis qui a pris la mesure sur le bardeau. Il a écrit au sénateur Packwood pour lui dire qu'il trouverait une solution. Que fait le ministre? Pourquoi ne donnons-nous pas les pleins pouvoirs à notre négociateur pour qu'il insiste afin que la question du harcèlement commercial pratiqué par les Américains soit examinée en priorité lors des négociations et pour qu'il déclare que nous ne poursuivrons pas les négociations tant que ce problème ne sera pas résolu?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): En toute déférence, monsieur le Président, le député se contredit. D'une part, il veut que nous négocions pour tenter de mettre fin au harcèlement. Cependant, en même temps, il n'est pas prêt à appuyer les négociations entreprises par notre parti et le gouvernement en vue de mettre fin à ce harcèlement à l'avenir.

M. Axworthy: Quand?

M. Kelleher: Je crois qu'il devrait préciser sa position.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et porte sur un sujet connexe. Hier, le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de céder aux pressions américaines en présentant dès demain une mesure législative qui pourrait se traduire par une augmentation de 200 millions de dollars du prix que les Canadiens paieront leurs médicaments. En même temps, la Commission du commerce international des États-Unis a pris aujourd'hui une décision qui risque de nous coûter des milliers d'emplois dans l'industrie du résineux. Ma question est très simple. Pourquoi le gouvernement continue-t-il à sacrifier les intérêts canadiens alors même que les Américains continuent à nous en faire voir des vertes et des pas mûres?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, avant de faire des prévisions ou de tirer des conclusions finales, le chef du NPD ferait bien d'attendre la présentation de cette mesure législative.

M. Broadbent: Les Canadiens qui travaillent dans le domaine de l'édition, du bardeau, des textiles et de la chaussure ont tous constaté le genre de mesure que prenait le gouvernement, uniquement des mauvaises nouvelles pour les Canadiens.

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE CANADIENNE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'adresse de nouveau cette question au vice-premier ministre, car je présume que c'est lui qui est responsable du gouvernement aujourd'hui, si tant est que quelqu'un le soit. Dans sa lettre au sénateur Packwood, le président Reagan disait que «tous les autres problèmes commerciaux irritants en suspens doivent être résolus» avant qu'une entente ne soit soumise à la ratification du Sénat américain. N'est-ce pas parce que le vice-président des États-Unis est venu ici il y a une quinzaine de jours demander au gouvernement canadien de modifier notre législation dans leur intérêt, et non dans le nôtre, que le gouvernement a pris cette tragique décision au sujet des médicaments vendus au Canada?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je ne suis d'accord ni avec le préambule, ni avec la question. Nous prenons des mesures sur les produits pharmaceutiques et les médicaments parce que notre parti, contrairement aux autres, respecte les droits de la propriété privée.

Des voix: Oh, oh!

M. Kelleher: Nous respectons le droit à la propriété intellectuelle. Nous respectons les droits de chacun. Il va falloir que le député attende la présentation de la mesure que nous allons proposer pour voir si elle est effectivement juste et équitable.